

Nouvelles auditions de témoins au Parlement équatorien sur l'affaire de corruption



La Havane, 16 février, (RHC)- Un autre groupe de personnalités risquant d'être impliquées dans l'affaire de corruption «Encuentro» est cité à comparaître ce jeudi devant la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale.

La législatrice Viviana Veloz, cheffe du groupe d'enquête, a déclaré qu'il était nécessaire d'entendre davantage de témoignages car d'autres personnes sont impliquées dans la structure criminelle présumée qu'a révélé le média numérique La Posta et qui éclabousse des proches du président Guillermo Lasso. Parmi les personnes convoquées à la séance de jeudi figurent le commandant de la police nationale Tanya Varela, les anciens ministres de l'Agriculture Tanlly Vera et Bernarndo Manzano, l'ancien chef du gouvernement, Francisco Jiménez, et le secrétaire à la sécurité publique Diego Ordóñez.

Ils devraient s'étendre sur le récent rapport de l'unité anti-narcotique de la police qui a été mis au placard, mais La Posta l'a mis en lumière lundi dernier et a révélé les liens présumés du beau-frère du président, Danilo Carrera, avec la mafia albanaise.

Selon le document, a expliqué Viviana Veloz, l'argent de la drogue pourrait avoir financé la campagne électorale de Guillermo Lasso.

Dans un message diffusé hier soir à la télévision nationale, le président a assuré que son gouvernement est honnête et il s'en est pris à La Posta pour avoir "attaqué son intégrité et celle de sa famille".

Les 15 minutes de gloire de ces mercenaires du divertissement sont terminées, nous allons combattre ceux qui veulent violer la liberté d'expression", a-t-il menacé en tapant sur la table lors de son intervention télévisée mardi.

La commission parlementaire devrait présenter un rapport contenant des recommandations le 22 février, et la destitution du président devrait en faire partie, comme l'a indiqué Mireya Pazmiño, membre de l'Assemblée.

Selon les preuves présentées par les médias, le beau-frère de Lasso, bien qu'il n'occupe aucun poste au sein du gouvernement, gère des entités publiques et décide des entreprises privées qui travaillent avec l'État en échange de pourboires.

Ce scandale s'ajoute à d'autres problèmes tels que l'insécurité et la négligence de l'État, autant de facteurs qui, selon les analystes, réduisent la légitimité du président. Face à ce panorama, les appels se multiplient pour qu'il soit écarté du pouvoir par des moyens constitutionnels, soit par la démission, soit par la mise en accusation.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/313923-nouvelles-auditions-de-temoins-au-parlement-equatorien-sur-laffaire-de-corruption>



Radio Habana Cuba